

L'équipe de réserve de conseillers seniors en médiation est un service du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix (DPPA) administré par le Groupe de l'appui à la médiation (MSU) de la Division des politiques et de la médiation (PMD). C'est une équipe spécialisée qui peut être rapidement déployée sur le terrain pour fournir des conseils techniques aux représentants des Nations Unies et à d'autres personnes engagées dans la diplomatie préventive ou la médiation. Les services de l'équipe sont à la disposition des envoyés des Nations Unies, des missions politiques et de maintien de la paix, des équipes de pays, ainsi que des organisations régionales et des partenaires avec lesquels les Nations Unies travaillent de manière étroite dans la médiation des conflits et les bons offices dans le monde entier. Les membres de l'équipe peuvent être déployés individuellement ou en petits groupes.

MSU est aujourd'hui reconnu "comme un instrument essentiel d'appui aux missions de bons offices et aux actions de médiation et de facilitation du système des Nations Unies et de ses partenaires. Il s'efforce de fournir l'expertise nécessaire en temps voulu et au bon endroit, non seulement en déployant du personnel, mais aussi en apportant un appui analytique à distance."

Rapport du Secrétaire général sur l'Organisation des Nations Unies et la prévention des conflits (S/2015/730 du 25 septembre 2015)

Le principal rôle opérationnel de l'équipe de réserve est de fournir, sur requête, des conseils spécialisés à des hauts fonctionnaires des Nations Unies et des partenaires soit en étant déployée sur le terrain, soit en fournissant des conseils à distance. Ce soutien est flexible et adapté aux besoins de la situation. Il peut inclure: fournir une expertise technique dans un domaine spécifique; donner des conseils sur les questions de procédure et d'établissement d'une feuille de route à suivre dans un processus; fournir une analyse des positions des parties dans les négociations, y compris l'identification des points de convergence potentiels ainsi que d'éventuelles lacunes; rédiger le texte des accords; organiser des ateliers pour les parties sur des questions de fond ou de procédure. Ce soutien peut également inclure la formation et le coaching spécialisés dans la médiation.

Les membres de l'équipe sont expérimentés dans des situations de médiation et sont des experts dans une gamme de problèmes qui surviennent souvent dans les négociations de paix, notamment la conception du schéma général des processus, les aspects du secteur de la sécurité (cessez-le-feu / DDR / RSS), les processus constitutionnels, les questions de genre et d'inclusion, les questions de partage du pouvoir, et les ressources naturelles. Lorsqu'ils ne sont pas déployés sur le terrain, les membres de l'équipe sont en veille permanente. Ils effectuent des recherches et coordonnent des projets d'évaluation des meilleures pratiques dans leur domaine d'expertise. Les membres de l'équipe sont également responsables de produire des notes d'orientation opérationnelle, du matériel de formation connexe, et de soutenir les efforts de MSU pour développer des réseaux d'experts thématiques.

Administration de l'équipe de réserve

Le soutien de l'équipe de réserve est fourni en réponse aux requêtes des officiels de l'ONU et ceux d'autres partenaires. Le soutien est apporté sans frais aux entités requérantes. C'est une ressource entièrement financée par des contributions volontaires au Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix. Tous les arrangements logistiques/de voyage et administratifs

Pour plus d'information, s'il vous plaît contactez Mme. Roxaneh Bazergan, Chef d'Equipe à la MSU : bazergan@un.org ou +1-917-367-4254 ou M. Juan Jeannet Arce, Point Focal pour l'équipe : jeannetarce@un.org ou +1-212-963-8044

pour l'équipe sont gérés par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets.

Composition de l'équipe de réserve

BARNEY AFAKO (Ouganda – Conduite et conception de processus de médiation) a considérablement été sollicité par le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine (AU-HIP) pour le Soudan et le Soudan du Sud durant son mandat au sein de l'équipe de réserve. Il a soutenu l'Envoyé Spécial de l'IGAD durant les négociations sur la revitalisation des accords de paix du Soudan du Sud à Addis-Abeba. Il a également soutenu les négociations au Koweït sur le Yémen mené par l'Envoyé spécial; l'Envoyé spécial pour la région des Grands Lacs; tout comme le coordonnateur résident au Soudan. M. Afako était auparavant conseiller juridique à la fois auprès de l'AUHIP, soutenant l'ancien président Thabo Mbeki d'Afrique du Sud, ainsi qu'auprès de l'équipe de médiation de haut niveau de SADC des anciens dirigeants africains sur le différend frontalier entre le Malawi et la Tanzanie. Il a une expérience approfondie en matière de médiation, notamment à travers son rôle de conseiller juridique en médiation pour le gouvernement sud-soudanais dans les négociations entre le gouvernement ougandais et la LRA et celui de conseiller juridique du panel de l'UA sur le Darfour. Il parle l'anglais.

MULUGETA GEBREHIWOT BERHE (Ethiopie – dispositifs de sécurité) est un expert sur les dispositifs de sécurité et sur l'Afrique de l'Est. Il a récemment occupé le poste d'associé principal et de directeur de programme à la Fondation Mondiale pour la Paix, une affiliation de l'Ecole Fletcher de droit et de diplomatie de l'Université Tufts. Entre 2015 et 2017, il était directeur de programme au Programme des Missions de la Paix en Afrique à la Fondation Mondiale pour la Paix. Il est professeur adjoint et directeur fondateur de l'Institut des études sur la paix et la sécurité à l'Université d'Addis Abeba. Il a été un combattant rebelle pendant quinze ans et, après le conflit, a dirigé la Commission éthiopienne de désarmement et de démobilisation. Au cours des négociations de paix au Darfour, il a conseillé le médiateur en chef sur les dispositifs en matière de sécurité jusqu'à la signature de l'accord de paix global pour le Darfour, à Abuja en mai 2006. Il a ensuite travaillé pour la MINUAD en 2010 lors des négociations de paix de Doha. Il a obtenu son Master en Administration Publique à l'École Kennedy de l'Université Harvard et son doctorat à l'Université de Victoria. Il parle l'anglais.

EMMANUEL HABUKA BOMBANDE (Ghana – Conduite et conception de processus de médiation) est un conseiller expérimenté dans la conception de processus de médiation qui a récemment occupé le poste de conseiller principal en médiation auprès du Chef de la MINUSCA. Avant, il a servi en tant que Vice-Ministre des affaires étrangères du gouvernement du Ghana jusqu'en 2017. Auparavant, il était Assistant spécial du RSSG Mohamed Ibn Chambas auprès du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. Il a cofondé le Réseau pour la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest (WANEP), une organisation renommée à l'appui de la consolidation de la paix qu'il a dirigé pendant deux décennies. Au cours des dix dernières années, il a été un des facilitateurs du cours sur le dialogue et la médiation organisé conjointement par la Folke Bernadotte Academy et le Département des affaires politiques. Il parle l'anglais et le français.

MIRIAM CORONEL FERRER (Philippines – Conduite et conception de processus de médiation ; genre et inclusion) a dirigé le panel du gouvernement des Philippines pendant les pourparlers avec le Front Moro islamique de libération qui ont culminé dans la signature de l'Accord global sur le Bangsamoro en mars 2014. Elle a dirigé des négociations gouvernementales et des consultations et a développé des stratégies pour le processus. Mme. Ferrer était également chargée de développer l'infrastructure pour la paix et le monitoring de la mise en œuvre de l'Accord pendant les deux premières années. Pendant son mandat au sein de l'équipe de réserve, elle a soutenu des missions de l'ONU aux Maldives, en Afghanistan, et dans la région de l'ASEAN. Auparavant, elle a participé activement aux campagnes nationales de la société civile et a codirigé l'initiative pour la rédaction du plan d'action sur les femmes, la paix et la sécurité qui était adopté par le gouvernement philippin en 2010. Elle a également rejoint les missions internationales des droits de l'homme des organisations de la société civile au Népal, Timor-Leste, Cambodge, aux Philippines, au Myanmar, et au Soudan. Elle est professeure titulaire à l'Université des Philippines où elle enseigne et publie dans les champs de la politique comparée de l'Asie du Sud-Est, des droits de l'homme, des processus de paix et de démocratisation. Elle parle l'anglais.

PRISCILLA HAYNER (États-Unis – Conduite et conception de processus de médiation / Justice transitionnelle) continue dans l'équipe de réserve, où elle a donné des conseils sur la question de la justice dans les négociations de paix dans un certain nombre de contextes, y compris le Yémen et la RCA. Elle a également entrepris des évaluations approfondies à Chypre et au Mali, et a mené une analyse des travaux axés sur la réconciliation au sein du département des affaires politiques (et maintenant aussi de la consolidation de la paix) de l'ONU. Avant de rejoindre l'équipe, elle a soutenu les pourparlers en Colombie avec les FARC, en collaboration avec la Norvège, ainsi que les négociations au Kenya en 2008 en tant que conseillère en droits de l'homme auprès de l'ancien Secrétaire général Kofi Annan et à l'équipe de médiation des Nations-Unies et de l'Union africaine. Elle a également servi en tant que conseillère principale au Centre pour le dialogue humanitaire pendant plusieurs années. Elle est reconnue pour son expertise dans le domaine de la justice transitionnelle : elle a cofondé le Centre international pour la justice transitionnelle en 2001, et son premier ouvrage, *Unspeakable Truths*, a été le premier à donner une vue globale sur les commissions de vérité. Son deuxième livre, *The Peacemaker's Paradox*, examine le défi de traiter les crimes des droits de l'homme lors des négociations de paix. Elle parle l'anglais, l'espagnol et le français.

CHRISTINA MURRAY (Afrique du Sud - Constitutions / Partage de pouvoir) est une experte constitutionnelle et professeure émérite de droits de l'homme et de droit constitutionnel à l'Université du Cap. Elle a récemment soutenu le processus constitutionnel au Yémen et a donné des conseils constitutionnels pour les processus au Soudan et au Lesotho. Entre 1994 et 1996, elle était membre d'un panel de sept experts conseillant l'Assemblée constituante sud-africaine. En 2009 et 2010, elle a été membre du Comité d'experts qui a préparé la Constitution du Kenya. En 2012, elle a siégé à la Commission de la Constitution de Fidji. Elle a également conseillé sur des questions constitutionnelles dans d'autres pays, dont la Libye, le Népal, le Soudan du Sud, le Soudan, le Zimbabwe et le Yémen. Elle parle l'anglais.

ISSAKA SOUARÉ (Guinée - Process Design) a, durant son mandat au sein de l'équipe de réserve, été déployé en appui au facilitateur de l'Union africaine (UA) en RDC pour fournir des conseils sur la conduite d'un dialogue national en 2016, en RCA en appui à la MINUSCA, à l'UA et au gouvernement centrafricain pour le lancement d'une éventuelle initiative de dialogue avec les groupes armés, ainsi qu'en soutien à l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental. Il a également été déployé au Tchad, en Zambie, au Togo et au Malawi en appui aux Coordonnateurs résidents de l'ONU, et en Haïti en soutien à la Représentante spéciale, tout comme il été déployé pour co-faciliter des ateliers de formation en médiation pour le personnel de différentes missions des Nations unies. Au cours d'un mandat antérieur en tant que Conseiller spécial du Haut représentant de l'UA pour le Mali et le Sahel, il a été étroitement impliqué dans les processus de paix au Mali et leur suivi. Il a auparavant servi comme expert à la Commission de l'UA et a participé à l'élaboration de politiques stratégiques, avec une concentration sur l'alerte précoce et la diplomatie préventive. M. Souaré a également une grande expérience universitaire et de recherche, notamment à travers son travail à l'Institut d'études de sécurité en Afrique du Sud. Il parle l'arabe, l'anglais et le français.

SIMON YAZGI (Royaume-Uni/Suisse – dispositifs de sécurité) a, durant son mandat au sein de l'équipe de réserve, principalement fourni du soutien et des conseils : aux efforts de l'ONU au Yémen et en Somalie sur les questions de cessez-le-feu ; au Conseiller spécial pour Chypre sur la sécurité et les garanties de leur mise en œuvre, et au comité du monitoring du cessez-le-feu au Myanmar. Il a également travaillé sur l'élimination des armes dans la région autonome de Bougainville, avec le Gouvernement de la Norvège sur le processus de paix avec le Front national démocratique des Philippines et avec la Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine sur les questions de suivi et de vérification. Il était chef de la section DDR au Département des opérations de maintien de la paix et a travaillé pour le Secrétariat pendant 15 ans à la fois dans les missions (UNMISS, MONUC) et au Siège. Il a géré des opérations de DDR dans des pays comme la RDC, le Libéria, la Côte d'Ivoire, le Soudan du Sud et la Somalie et a aussi fourni un soutien à distance sur les cessez-le-feu et les aspects du secteur de la sécurité dans les processus au Yémen, en Libye, RCA et Colombie. Il parle l'anglais, le français et l'espagnol.